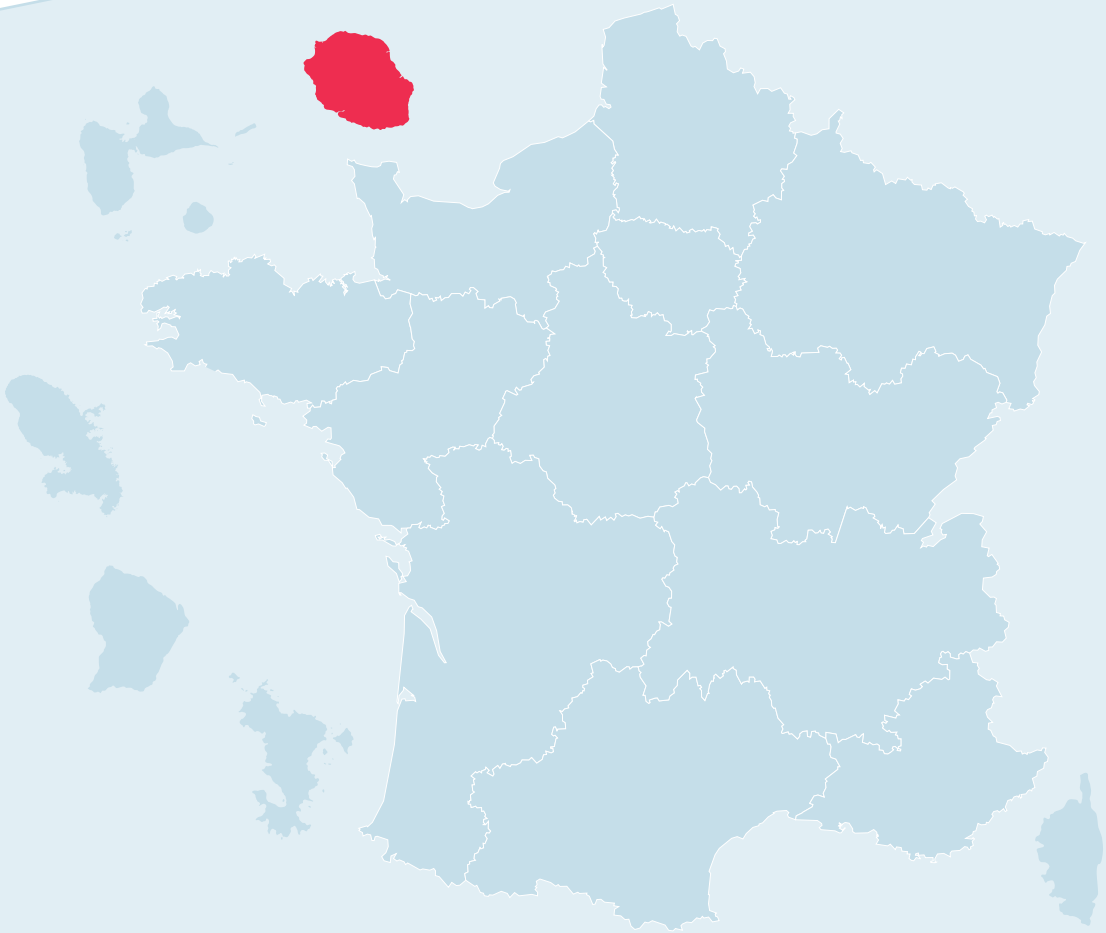
FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI

Monographies régionales

Centre Inffo

Février 2022



RÉGION LA RÉUNION

RÉGION LA RÉUNION

SOMMAIRE

DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES 3
INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE 5
PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS 7
BUDGETS 9
PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT) 11
DERNIERES ACTUALITES 13

La collecte des données chiffrées contenues dans ce document est arrêtée en décembre 2021.

© Centre Inffo - Février 2022

PRINCIPAUX INDICATEURS

POPULATION

Nombre d'habitants en 2021

La Réunion	National
857 809	67 407 241

SECTEURS D'ACTIVITÉ

Nombre d'emplois - 3e trimestre 2021

	La Réunion	National
SECTEURS TERTIAIRE MARCHAND	123,6	12 710 200
SECTEURS INDUSTRIE	18,8	3 123 800
SECTEURS TERTIAIRE NON MARCHAND	1115,4	8 141 600

TAUX DE CHÔMAGE 3e trimestre 2021

% de la population active

La Réunion	National
18,4 %	8,1 %

DEMANDEURS D'EMPLOI

Nombre au 3e trimestre 2021

La Réunion	National
160 700	5 871 200

PRESTATAIRES DE FORMATION

	La Réunion	National
Organismes de formation	910 en 2021	93 193 en 2021
CFA	11 en 2021	2 141 en 2020/2021

EFFECTIFS D'APPRENTIS

Nombre en 2020/2021

La Réunion	National
472	629 635

BUDGET GLOBAL

Évolution du budget de la région en millions d'euros

2017	2018	2019
73,5	72	110,2

BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

En 2019 en millions d'euros

La Réunion	National
105	4 388

BUDGET PRIMITIF 2021 : 105 millions d'euros pour le budget formation professionnelle et apprentissage

DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

POPULATION ET EMPLOI	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
POPULATION TOTALE	865 507 en 2018 (1)	870 870 en 2019 (1) 857 809 (Estimation Insee au 1er janvier 2021) (2)	0,62% en 2019	68 229 198 en 2019 674 07241 (Estimation Insee au 1er janvier 2021) (2)
POPULATION ACTIVE	340 000 en 2018	331 000 en 2019	-2,65%	30 709 000 en 2019
dont 16-25 ans	Non renseigné	45 591 en 2018	-	2 870 000 en 2018
DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C)	164 620 (3ème trimestre 2020)	160 700 (3è trimestre 2021)	-2,38%	5 871 200 (3è trimestre 2021)
Moins de 25 ans	20 840 (3ème trimestre 2020	19 590 (3è trimestre 2021)	- 6%	733 700 (3è trimestre 2021)
50 ans ou plus	47 520 (3ème trimestre 2020)	48 110 (3è trimestre 2021)	1,24%	1 589 700 (3è trimestre 2021)
TAUX DE CHOMAGE (% de la population active)	19,6% (3ème trimestre 2020)	18,4 % (3ème trimestre 2021)	1,2 %	8,1 % (3ème trimestre 2021 - France hors Mayotte)
dont 15-24 ans	Non renseigné	42,3 %en 2020	-	20,2 % en 2020 (France hors Mayotte)
dont 25-49 ans	Non renseigné	16,6 % en 2020	-	7,4 % en 2020 (France hors Mayotte)
dont 50-64 ans	Non renseigné	11,2 % en 2020	-	5,4 % en 2020 (France hors Mayotte)

Sources : Insee, DARES, JO

(1) Décret no 2021-1946 du 31 décembre 2021 authentifiant les chiffres des populations (JO du 1er janvier 2022)

(2) Estimation INSEE 18 janvier 2022 : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893198

SECTEURS D'ACTIVITÉS POUR LA RÉGION	LIBELLÉ	NB D'EMPLOI / %	AU NIVEAU NATIONAL
SECTEURS GÉNÉRIQUES (3ème trimestre 2021)	Tertiaire marchand	123,6	12 710,2
	Tertiaire Non marchand	115,4	8 141,6
	Industrie	18,8	3 123,8

Source : Insee 2021

MÉTIERS EN TENSION	RÉGION	NATIONAL
	Liste des métiers porteurs à la Réunion	Liste 2022 des métiers émergents de France Compétences https://www.francecompetences.fr/fiche/publication-de-la-liste-2022-des-metiers-en-particuliere-evolution/

Sources : Base FAR Centre Inffo et France Compétences, 2022

INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE

LES ORGANISMES DE FORMATION

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
NOMBRE D'OF		910 en 2021 selon le Carif	-	93 193 en janvier 2021 selon le site data.gouv.fr
Formations commandées et rémunérées par les Conseils régionaux	6 900 en 2019	4 000 en 2020	-42, 03%	187 100 en 2020

Source : Annexes aux projets de loi de finances 2021 et 2022, https://www.formanoo.org/#/

APPRENTISSAGE

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
Nombre CFA		11 CFA en 2021 selon le Carif (1)		2 141 en 2020/2021
Montant de la dépense pour l'apprentissage (en milliers d'euros)	33,7 M€ en 2019	18 M€ en 2020	-51,35 %	373,3 M€ en 2020
Effectif d'apprentis	467 en 2019/2020	472 en 2020/2021	1,07 %	629 635 en 2020/2021
Nb de contrats d'apprentissage	7 302 en 2020	11 288 en 2021	54,59%	718 000 en 2021

Sources : RERS (Ministère Education nationale), Ministère du Travail, Annexes aux projets de loi de finances pour 2021 et 2022, https://www.formanoo.org/#/

PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

La France a lancé en 2004 une nouvelle politique industrielle. Les pôles de compétitivité ont été créés pour structurer des réseaux sur une thématique donnée, en associant des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique.

Cinquante-six pôles de compétitivité recensés en France en 2019. Le Premier Ministre a labellisé 56 pôles de compétitivité pour la Phase IV des pôles de compétitivité (2019-2022).

1 POLE DE COMPETITIVITE DANS LA REGION LA REUNION

Qualitropic

Qualitropic est un pôle de compétitivité accélérateur d'innovation. Basé à La Réunion, il fédère le monde de l'entreprise et de la recherche autour d'une thématique : la « bioéconomie tropicale ».

https://technopole-reunion.com/adherent/qualitropic/

Source : www.entreprises.gouv.fr

CAMPUS DES METIERS ET DES QUALIFICATIONS

Depuis le 1er août 2018, 17 nouveaux campus ont été labellisés, s'ajoutant aux 78 déjà existants. Le territoire national compte désormais 95 Campus des métiers et des qualifications dans des champs d'activités très divers.
23 ont été labellisés campus d'excellence en 2021, dont 1 labellisé Campus des métiers et des qualifications d'excellence en région La Réunion.

Campus des métiers et des qualifications Génie civil et écoconstruction en milieu tropical

Labellisé campus d'excellence

- Territoire : Réunion - Mayotte
- Secteurs professionnels : Bâtiment, travaux publics, architecture
- Filière(s) de formation : Bâtiment, travaux publics, architecture et construction, énergies et environnement, bois, matériaux de construction, domotique

Campus des métiers et des qualifications Du management & services numériques

- Territoire : Océan Indien
- Secteurs professionnels : Management et Services Numériques
- Filière(s) de formation : Professionnelles et qualifiantes : gestion / administration, commercialisation de biens et services, informatique de gestion, Technologiques et universitaires : Générales et grandes écoles - FTLV- Numériques

Source : Ministère de l'Education nationale, 2022

PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

CONSEIL RÉGIONAL

Groupe Majoritaire Politique	Pour la Réunion (PLR) gauche démocratique et républicains
Président(E)	Huguette BELLO
Vice-Présidente	Karine NABENESA, Déléguée à la formation professionnelle et de l'apprentissage

COMMISSIONS

Commission Education, Formation, Jeunesse et Réussite	
Présidente	
Commission en charge de l'apprentissage (n'existe pas)	
Président(e)	-
Commission Développement économique et Entreprises	
Président(e)	

DIRECTIONS GENERALES

Direction Général Des Services	
Directeur	-
Direction Général Adjoint	
Directeur (trice)	Manuella LEYNAUD

DIRECTION FORMATION ET APPRENTISSAGE

Direction de la Formation professionnelle et de l'apprentissage	
Directeur	Giovanni GUFFLET
Contact	Tél. : 02 62 92 47 50
Pôle apprentissage	
Responsable	Gilles TARBES

Source : Conseil régional La Réunion

SERVICES DE L'ÉTAT

Fonction	Nom	Prénom	Téléphone (std)
Préfet de région	DE SAINT-QUENTIN	Amaury	02 62 40 77 77
SGAR	GAUCI	Pascal	02 62 40 77 77
DEETS	VERGUIN	Damienne	02 62 94 07 07
Recteur	MANÈS-BONNISSEAU	Chantal	02 62 48 10 10

INSTANCES ET OPÉRATEURS RÉGIONAUX

CARIF-OREF

Réunion Prospective Compétences
Directeur : David RIVIERE
Site internet : *https://www.rpc.re/*

BUDGETS

BUDGETS CONSOLIDÉS

BUDGETS 2017/2018/2019

En Millions d'euros

Années	Dépenses totales			Formation professionnelle et apprentissage			Enseignement		
	Dépenses			Dépenses			Dépenses		
	totales	fonctionnement	d'investissement	totales	fonctionnement	d'investissement	totales	de fonctionnement	d'investissement
2017	1027,3	430	597,3	73,5	60,8	12,7	138,4	66,2	72,2
2018	1001,4	453,1	548,2	72	57,7	14,3	119,4	69,8	49,7
2019	1014,1	485,5	528,7	110,2	99	11,2	113	73,1	39,9

Source : DGCL

AUTRES FINANCEURS EN RÉGION

En Millions d'euros

	RÉGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
BUDGET FPA DES RÉGIONS	72 M€ en 2018	110,2 M€ en 2019	17,91 %	4 388 M€ en 2019

Source : DGCL

BUDGET PRIMITIF

Voté le 16 décembre 2020 - les chiffres ci-dessous sont extraits de la délibération de la Région

Le budget primitif 2021 est d'un montant de 888,4 M€ d'euros dont 105 millions d'euros pour la formation professionnelle et l'apprentissage.

BUDGET PRIMITIF DE LA RÉGION POUR L'EXERCICE 2021 (en euros)

Libellé	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	539,7 M€	221,8 M€ (AE/AP) 417,5 M€ (CP)
Investissement	348,8 M€	216,4 M€ (AE/AP) 470,9 M€ (CP)
Total	888,5 M€	1 326,6 M€ (AP/AE)

Capacités d'engagement

Libellé	BP 2020	BP 2021	Evol°
Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage			
Fonctionnement	86 181 733 (AE) 152 509 197 (CP)	113 826 220 (AE) 164 450 720 (CP)	32,1 % (AE) 7,8 % (CP)
Investissement	55 844 256 (AP) 64 612 335 (CP)	54 082 200 (AP) 71 083 370 (CP)	-3,2 % (AP) 10 % (CP)
Action Economique			
Fonctionnement	25 280 266 (AE) 19 146 357 (CP)	28744 960 (AE) 28 638 960 (CP)	13,7 % (AE) 49,6 % (CP)
Investissement	26 927 512 (AP) 23 705 830 (CP)	48 558 438 (AP) 45 671 760 (CP)	80,3 % (AP) 92,7 % (CP)

Source : Conseil régional La Réunion

PROGRAMMATION RÉGIONALE (ET PARTENARIAT)

CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020 (signé le 28 août 2015)

Volet 5. Cohésion sociale et employabilité

5.1. Employabilité

Développer les missions d'analyse des besoins et améliorer l'adaptation des compétences aux besoins

Professionnalisation des acteurs de l'accompagnement vers l'emploi

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

Développement des compétences GPEC EDEC

Soutien et développement de l'économie sociale et solidaire

Soutenir les chantiers école et l'insertion par l'activité économique

5.2. Cohésion sociale

Développer les actions innovantes en faveur de la jeunesse

Mise en œuvre d'un plan anglais

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2022

ACCORD DE RELANCE (Signé le 25 mars 2021)

Cet accord régional de relance (de 1,040 Milliards d'euros) a pour objectif de mettre en cohérence l'ensemble des actions financés par :

- Le Plan France Relance pour l'État et REACT UE FSE : 389 300 000€
- Les fonds propres de la Région Réunion et REACT UE FEDER : 461 300 000 €
- Les fonds propres du Département de La Réunion et du FEADER Transition : 189 800 000 €

Les objectifs de l'accord sont :

1- Assurer la lisibilité, la cohérence et la transparence entre les différentes actions de relance à La Réunion afin de permettre une utilisation efficiente par les bénéficiaires de ces actions, et articuler efficacement l'ensemble des moyens, avec pour objectif de définir des lignes de partage les plus précises et les plus opérationnels entre les différents instruments.

Sont mentionnés ci-après les moyens déconcentrés indicatifs du plan France Relance, de même que les actions du plan France Relance qui sont localisables à La Réunion ainsi que les actions de relance finançables par REACT UE et celles intégrées aux futurs PO 2021-2027 concernés au titre de la relance.

2- Donner la priorité à une exécution rapide des plans de relance par la mise en œuvre de moyens humains, techniques et réglementaires appropriés, afin d'en maximiser l'impact attendu en matière économique, social et environnemental. En cas de retard, des redéploiements pourront être effectués au niveau national et au niveau des programmes européens.

3- Déterminer les axes de travail d'une adaptation de l'actuel contrat de convergence et de transformation 2019-2022 pour y intégrer des mesures territorialisées du plan de relance national puis y travailler avec les autres partenaires et mettre en œuvre la clause de revoyure à mi-parcours prévue lors de sa signature.

4- Mettre en place une gouvernance partagée à plusieurs niveaux avec :

• un comité régional de pilotage et de suivi de la relance, co-présidé par le préfet de région, le président du Conseil régional, le président du Conseil départemental et le directeur régional des finances publiques,

• un comité technique régional opérationnel réunissant le Secrétaire général des affaires régionales, le sous-préfet à la relance et les directeurs généraux des services du Conseil régional et du Conseil départemental,

• un comité de suivi technique des projets par micro-région réunissant les services de l'EPCI concerné, des communes membres, de l'Autorité de Gestion FEDER-FSE+, de l'Agence de Gestion des Initiatives Locales en matière européennes et de l'État.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2022

CPRDFOP 2018-2021

Le CPRDFOP a été adopté par délibération lors de la session plénière du Conseil régional le 22 juin 2018.

Parmi les objectifs du CPRDFOP :

- Elever leur niveau de qualification.
- Favoriser leur épanouissement personnel, notamment grâce à une orientation choisie.
- Réduire les inégalités et assurer l'égalité des chances.
- Adapter l'offre de formation professionnelle aux besoins économiques et au développement économique futur.
- Accompagner les entreprises dans l'identification de leurs besoins présents et futurs en main d'œuvre et compétences
- Contribuer à la compétitivité des entreprises

Ainsi, le CPRDFOP s'articule autour de 4 axes stratégiques :

1. Mieux orienter pour mieux former et mieux insérer.
2. Garantir un parcours sécurisé et de qualité à chaque réunionnais.
3. La formation, un levier de compétitivité économique régionale et territoriale.
4. La formation, une politique évaluée et pilotée.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2022

PACTE D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES POUR LA RÉUNION

En présence de Jean-Marie MARX, Haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de La Réunion et Didier ROBERT, président du conseil régional de La Réunion ont signé le pacte régional d'investissement dans les compétences entre l'État et le Conseil régional de La Réunion, le 18 avril 2019.

Les objectifs du plan régional d'investissement dans les compétences sont :

• proposer aux réunionnais des parcours qualifiants et un accès personnalisé à l'emploi ;
• accompagner les projets innovants dans les territoires,
• placer l'entreprise au cœur du système ;
• consolider la dynamique partenariale ;
• relever le défi des mutations économiques, numériques et énergétiques ;
• garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés : une exigence pour construire une société de compétences.

Une enveloppe globale de 253,3 millions d'euros de l'État sera déployée sur la période 2019-2022 pour la formation des personnes les plus éloignées de l'emploi et répondre ainsi aux besoins immédiats et futurs des entreprises afin de garantir la cohésion de notre société.

La mise en œuvre de ces parcours de formation sera effectuée par la Région Réunion et Pôle Emploi.

En complément de cette contribution de l'État, la Région s'engagera à maintenir durant ces 4 années, son effort propre pour la formation professionnelle à hauteur de 34 M €/an représentant une enveloppe globale de 136 M€ pour 2019-2022.

Source : Base FAR, Centre Inffo, 2022

DERNIERES ACTUALITÉS

Les grandes orientations de la mandature 2021-2028

L'exercice des orientations de la mandature est une étape majeure dans la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance régionale. Avec l'ensemble des élus de la majorité nous avons défini ces priorités d'actions communes dans l'esprit d'une volonté résolue et unanime : marquer une nouvelle dynamique régionale et rompre définitivement avec les pratiques du passé.
Dans le cadre des compétences de notre collectivité, le projet de mandature que nous portons repose sur un triptyque : l'humain, l'économie, le territoire. À l'image de La Réunion, il se veut aussi dynamique, écologique et solidaire.
Dans le contexte marqué par les bouleversements démographiques, la mondialisation de l'économie, la transition numérique et bien entendu le dérèglement climatique, contexte aggravé par la crise sanitaire, les principes fondateurs de l'Agenda 21 sont plus que jamais d'actualité. Ces principes nous ont servi de fil conducteur pour construire notre projet et ainsi aborder l'horizon de ce siècle avec confiance et détermination. Ensemble, j'en suis convaincue, nous bâtirons le développement durable de notre île et construirons La Réunion du million d'habitants**.**

Source : Conseil régional La Réunion, 26 janvier 2022

La Réunion réaffirme sa priorité : La formation professionnelle

Le lundi 20 septembre 2021, la Présidente de Région, Huguette BELLO s'est rendue à la Chambre de Commerce et d'Industrie dans le cadre de la rentrée de la 1ère Promotion de l'Ecole de Management de La Réunion. Etaient présents à cette ouverture Karine NABENESA, Vice-Présidente de la Région Réunion, Déléguée à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage, Pascal PLANTE, Conseiller Régional, Ibrahim PATEL, Président de la CCI Réunion et Elian PILVIN, Directeur de l'EM Normandie Business School.
L'occasion pour la Présidente de la région d'affirmer la priorité de la Région : la Formation professionnelle :
« La Réunion a besoin de ses jeunes. A la Région Réunion, l'éducation et la formation sont pour nous prioritaires.
Cette rentrée, c'est un nouveau départ vers de nouvelles cultures, nouveaux savoirs, nouveaux apprentissages. Vous allez partager les plus belles années de votre vie.
La Réunion compte 45000 entreprises. Notre territoire a plus que jamais besoin de cadres de haut niveau pour consolider son tissu économique. Nos entreprises doivent disposer de managers talentueux, de leaders conscients de cette responsabilité sociale et environnementale. L'entreprise est créatrice de lien social, de richesses et d'emplois. Elle doit aussi investir dans le capital humain. Le renforcement de nos ressources humaines est la clé de notre compétitivité.
La Région, en tant que chef de fil du développement économique de notre île place la formation professionnelle comme sa plus grande priorité. Former les Réunionnais.es, c'est aussi leur donner l'opportunité d'occuper des postes à La Réunion. »

Source : Conseil régional La Réunion, 23 septembre 2021

31 000 Réunionnais formés par le régiment du service militaire adapté entre 2016 et 2020

Au total, de 2016 à 2020, la Région Réunion a consacré plus de 572 millions d'euros à la formation professionnelle, dont 156 millions à l'apprentissage. La Région a également bénéficié du pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC), pour un montant de 22 millions d'euros entre 2018 et 2020. Parmi les priorités de ce PRIC figurait « l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants », avec un accent particulier mis sur les NEET (« ni étudiant, ni employé, ni stagiaire »). En effet, dans son pacte, la Réunion notait qu'« un quart des Réunionnais de 15 à 34 ans était sorti du système scolaire sans diplôme, soit deux fois plus qu'en métropole ». Plus de trois ans après ce constat, le cabinet de Didier Robert se félicite d'avoir accompagné 31 000 de ces jeunes à travers le RSMAR, « pour un montant engagé de 108 millions d'euros » et pour un taux de sortie positive atteignant 91 % : « Ces formations du RSMAR s'effectuent sous le régime militaire, avec tenue, horaires, entraînement et vie de

groupe », décrit le président. En plus des savoirs de base, ce programme vise donc à inculquer les fameuses soft kills et compétences transversales à un jeune public.

Les grands chantiers parmi les secteurs de formation

Dans le PRIC, la Région avait fixé plusieurs domaines prioritaires : le numérique, les énergies renouvelables et l'économie bleue. Ce sont finalement les secteurs de « l'agriculture, du commerce, des services, du tourisme, du numérique, de l'aéronautique, et du sanitaire et social » qui ont été favorisés durant cette mandature, énumère le président de Région. Autre secteur très mobilisé , le BTP et l'accompagnement aux grands chantiers, un ensemble de travaux de réaménagement notamment des voiries et des réseaux de transport de l'île. « Nos programmes de formation sont définis en concertation avec les branches ou les secteurs professionnels, complète Didier Robert. Les évolutions des contenus sont travaillées et arrêtées dans le cadre des accords ou des contrats d'objectifs emploi-formation. Globalement, l'évolution des contenus en lien avec les nouveaux besoins des entreprises locales se déploie dans le cadre d'une démarche d'anticipation des évolutions des emplois et des compétences des entreprises, un sujet important sur lequel la Région a développé différents outils d'observation », conclut le président.

Le plan de relance régional, baptisé « Local é vital », mise quant à lui sur trois axes prioritaires, notamment en termes de formation : « santé & médico-social », « transition vers une économie verte » et « transition vers une économie numérique »

Source : Le quotidien de la Formation, Camille Jourdan, 3 juin 2021

Les Régions au cœur de la formation

Centre Inffo - Février 2022

Centre Inffo propose aux professionnels de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles une expertise en droit et ingénierie, une offre de formation et une information sur mesure et spécialisée. Il réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et anime les débats des professionnels.

Association sous tutelle du ministère en charge de la Formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public de capitalisation dans le champ de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles.

Fort d'une équipe de 72 collaborateurs, Centre Inffo s'engage à apporter à ses partenaires et ses clients publics et privés une expertise actualisée et une méthodologie éprouvée au service de leurs enjeux et projets.

Centre Inffo

4, avenue du Stade-de-France
93218 Saint-Denis-La Plaine cedex

Tél. : 01 55 93 91 91 - www.centre-inffo.fr

Département Régions-Europe-International
contact.regions@centre-inffo.fr